



NOTRE FEUILLE DE ROUTE POUR GOUVERNER

Le groupe Écologiste et Social est composé de 38 député.es issu.es de 5 organisations politiques différentes et de la société civile, fédéré.es autour d'un engagement commun au service des Français.es. C'est une richesse pour penser l'issue aux crises aiguës que nous traversons.

Après la censure du gouvernement de Michel Barnier, le débat public se concentre déjà sur le qui. Nous voulons parler du quoi et du comment. Nous nous adressons aux Français.es, aux syndicats, aux associations, aux mouvements citoyens, à la société mobilisée autant qu'à nos partenaires politiques du Nouveau Front Populaire.

Notre groupe veut contribuer à poser les éléments incontournables d'une feuille de route gouvernementale. Alors que Michel Barnier, et plus généralement 7 ans de politique macroniste ont laissé la France exsangue institutionnellement, politiquement, socialement et climatiquement, cette feuille de route qui doit répondre aux défis face auxquels se trouve le pays, et enclencher la transition écologique face à la catastrophe climatique.

Nous défendons le programme du Nouveau Front Populaire proposé lors des élections législatives de juin dernier. Nous réaffirmons qu'il est légitime que la gauche et les écologistes, première force politique de l'Assemblée nationale, gouvernent le pays.

Parce que nous mesurons la gravité du moment, nous ne voulons pas camper sur les certitudes d'hier. C'est dans cet état d'esprit que nous avons rédigé cette contribution pour une feuille de route gouvernementale, pour faire connaître nos priorités afin de répondre aux urgences et aux préoccupations de la population, et pour ouvrir le débat.

Nous sommes prêt.es à gouverner.

Pour cela, nous voulons ouvrir les discussions de fond pour construire une feuille de route qui prenne en compte la composition de l'Assemblée nationale de cette XVII^e législature. Cela ne veut pas dire imaginer des coalitions gouvernementales qui ne sont ni attendues, ni plausibles. Cela signifie qu'il faut **dégager les conditions de majorités parlementaires sur les textes de loi, à commencer par le projet de loi de finances.** Cela signifie que nous devons instaurer un dialogue pour trouver le chemin d'une stabilité gouvernementale.

Nous sortirons de l'approche verticale du pouvoir. A l'opposé d'un fonctionnement par 49.3, nous nous appuyerons sur le débat parlementaire, mais aussi sur les corps intermédiaires et les collectivités territoriales, qui sont trop souvent mis de côté de décisions qui les concernent au premier chef.

UN SOCLE DE 11 MESURES PRIORITAIRES



ABROGATION DE LA RÉFORME DES RETRAITES

DE NOUVELLES RECETTES : METTRE À CONTRIBUTION LES HYPER-RICHES ET LES GRANDS GROUPES ÉCONOMIQUES



LA FIN DES LICENCIEMENTS BOURSISERS ET UN GRENELLE DE L'INDUSTRIE

UNE LOI DE PROGRAMMATION CLIMAT



UN GRAND PLAN DE RECRUTEMENTS D'ENSEIGNANTS ET L'ABANDON DU « CHOC DES SAVOIRS »

UN PLAN D'URGENCE POUR L'HÔPITAL PUBLIC ET LES EHPAD ET UNE LOI DE LUTTE CONTRE LES DÉSERTS MÉDICAUX



UNE RÉFORME D'AMPLEUR AVEC DES MOYENS DÉDIÉS CONTRE LES VIOLENCES SEXUELLES ET SEXISTES

UNE CONFÉRENCE POUR L'AUGMENTATION DES SALAIRES, LA HAUSSE DU SMIC, DES MINIMAS SOCIAUX ET LE DÉGEL DU POINT D'INDICE



UNE LOI ANTI-CONCENTRATION DANS LES MÉDIAS

L'ENCADREMENT DES MARGES DES INTERMÉDIAIRES DE L'AGROALIMENTAIRE ET LA RÉORIENTATION DE LA POLITIQUE DE SOUTIEN AUX AGRICULTEURS



LA DÉFENSE DE L'ÉTAT DE DROIT, LA LUTTE CONTRE LE NARCOTRAFFIC, LA CRÉATION D'UNE NOUVELLE POLICE DE PROXIMITÉ ET LA PROTECTION DES LIBERTÉS PUBLIQUES